

Animateur

Hervé Bramy
membre du Conseil national
chargé de l'Écologie

pour des régions écologiques

Une certitude est au cœur du rassemblement des forces et personnalités qui composent les listes **Pour des régions à gauche, solidaires, écologiques, citoyennes** : la crise est loin d'être terminée et celle-ci appelle des choix de société nouveaux, des choix alternatifs à ceux du capitalisme. Si les collectivités territoriales en général, et les régions en particulier, ne peuvent pas à elles seules résoudre l'ensemble des problèmes, pour autant leurs décisions, compte tenu de leur poids politique, sont de nature à en accroître les effets dans un sens ou dans un autre.

Cette crise financière, économique, sociale est également écologique. Dans la hiérarchie des inquiétudes et des aspirations de nos concitoyens, les enjeux environnementaux tiennent bonne place. Ils aspirent tout autant à la qualité de leur cadre de vie que de contribuer utilement à la préservation de la planète.

Or les tenants du capitalisme, la droite et le MEDEF, s'avèrent incapables de relever les défis du changement climatique. Ils refusent de prendre à bras le corps les défis de l'après-pétrole. Le sommet de Copenhague a été de ce point de vue une malheureuse et décevante illustration. La course au profit constitue un obstacle majeur à la survie des écosystèmes, à l'amélioration des conditions de vie et de travail, à la disparition des maladies professionnelles. Relever les défis écologiques suppose une utilisation nouvelle de l'argent, une refonte globale de la fiscalité en France et donc de poursuivre le combat contre l'injuste et inefficace taxe carbone.

Le capitalisme n'est pas écolo-compatible

Cette donnée est essentielle et elle constitue une ligne de démarcation entre les projets des différentes listes qui se présentent au suffrage des électrices et des électeurs. La droite fait de la croissance verte capitaliste son cheval de bataille sans s'attaquer aux inégalités sociales. Le PS ménage les marchés financiers, reste dans l'incertitude sur le contenu et le niveau des réformes à engager le conduisant plus à aménager le système capitaliste qu'à le dépasser.

Quant aux listes d'Europe-Écologie, si l'environnement est leur ligne d'horizon, leurs contradictions restent prégnantes, comme l'a montré leur ralliement à l'Europe de Lisbonne soumise aux marchés financiers. Le vote de leurs députés au Parlement européen, relatif à la résolution pour Copenhague, où ils ont voté pratiquement comme un seul homme pour le principe des droits à polluer et pour le développement de la politique des marchés carbone, est éclairant de ce point de vue. Ils prétendent vouloir résoudre les problèmes écologiques sans remettre en cause le système capitaliste et découplent enjeux écologiques et enjeux sociaux. ➤

DANS CE NUMÉRO

Actualités

- de retour de Copenhague
Quel bilan, quelles suites
Hervé Bramy page 4
Désespérer Copenhague
Claude Seureau pages 5-6
Petit abécédaire après le sommet
André Chassaigne pages 7-9
Taxe carbone: la mort lente ?
Emmanuel Planet page 10

Repères

- Bâtiment : pour un vrai programme
de rénovation thermique
Amar Bellal pages 11-14

- À lire, à voir, à écouter page 14

Développement humain durable le débat et les propositions

- À propos d'éco-production
Roland Charlionet page 15

Réalisation

Claudine Ludwig
Patrice Busque
Marie-Luce Nêmo



Pour des régions écologiques (suite)

De ce fait, les listes *Ensemble à gauche* se distinguent

En effet, un des fils rouges des communistes et de leurs partenaires à l'occasion des élections régionales est de lier fondamentalement les urgences environnementales à la justice sociale. Dans les régions, on note des inégalités d'autant plus fortes dans ces deux domaines qu'ils ne sont justement pas liés dans la conception des gestions. C'est ce que traduisent les propositions de nos listes en matière de transport. Elles portent la nécessité de faciliter la mobilité de nos concitoyens en privilégiant l'utilisation des transports en commun de services publics, moins producteurs de gaz à effet de serre (GES), avec de meilleures conditions de sécurité et de qualité de services – notamment sur la régularité des horaires – et ce, au meilleur prix.

Nous proposons donc, dans un même mouvement, d'accroître les investissements de matériels roulants et une offre de tarification attractive. En PACA, la question est posée de la gratuité, tandis qu'en Île-de-France Pierre Laurent propose une carte orange à tarification unique sur la base du prix des zones 1-2 pour tous les Franciliens. De même, il est proposé d'agir contre la logique du « tout camion », particulièrement polluant, en élaborant, en lien avec les luttes des cheminots pour le développement de l'opérateur public qu'est la SNCF, des plans de soutien au fret ferré et fluvial, ainsi que par la création d'autorités régionales pour le transport des marchandises. Nous voulons également favoriser le développement des circulations douces comme alternative à la voiture, comme la mise en vie de plan vélo, entre autres.

Une autre conception du développement

Un second aspect caractérise nos orientations régionales. Celle d'une autre conception du développement qui intègre un nouveau mode de production et de consommation. Dépasser le système productiviste actuel au cœur de la mondialisation financière demande dès maintenant de se mobiliser du global au local. Le local ne pourra pas tout régler ; toutefois, avec la participation des acteurs, des syndicalistes, associatifs, des habitants et des élus, il est possible de changer la donne et de contribuer ainsi à l'émergence de politiques publiques qui insufflent un vent nouveau dans ce domaine pour tendre à un véritable développement social humain. Cela suppose de nouveaux droits pour les salariés, les citoyens et les élus locaux pour qu'ils puissent participer aux choix stratégiques des entreprises et peser sur de nouveaux critères de gestion.

À l'échelle régionale, on peut agir pour la relocalisation de productions pour favoriser les circuits courts dans la réponse aux besoins des populations. On peut mettre en place des plans de développement de l'emploi industriel dans des secteurs d'avenir, notamment dans la réduction de la consommation carbone (nouvelles technologies de l'énergie, motorisation propre dans l'automobile, système de construction et d'isolation thermique dans le BTP...) et des formations qui leur sont associées.

En développant une politique foncière conséquente, les Régions peuvent aider à lutter contre la spéculation et aider les sociétés HLM à sortir des programmes de logements sociaux à meilleur coût. Aider le parc social à réaliser les travaux d'isolation pour mettre fin au gâchis thermique.

Des fonds régionaux seront constitués afin de favoriser l'accès à un crédit d'autant plus abordable pour les PME qui embauchent, forment, investissent ➤



Pour des régions écologiques (suite)

sent et intègrent des critères écologiques dans leur gestion et production améliorant ainsi l'environnement. Par ailleurs la construction d'éco-lycées doit devenir la norme visant un niveau de « zéro énergies fossiles », les réhabilitations et rénovations d'équipements s'inscrivant également dans ce sens.

Nous ne lâchons pas le climat

Avant, pendant et après Copenhague, le Front de gauche s'est exprimé. Nous nous sommes particulièrement prononcés afin de placer les politiques régionales sous contrôle citoyen, pour que chaque région, à l'échelle de son territoire, s'engage, sans attendre, à la réalisation d'un bilan carbone et d'un plan climat qui contribue à la réduction, pour 2020, de 30 à 40% des GES par rapport à 1990. Ce dispositif pourrait être accompagné de la construction de *Maison régionale du développement social humain*, véritables maisons de la citoyenneté écologique regroupant les différentes associations intervenant dans l'environnement ; notamment, en Île-de-France, l'ARENE, AEV, ORDIF, NatureParif, BruitParif...).

Sortir du marché les biens de l'humanité

Les luttes pour sortir du marché les biens communs de l'humanité (l'eau, l'air, la terre, la biodiversité, le crédit...) doivent prendre une nouvelle vigueur. Tout cela appelle le développement de services publics, l'élargissement de leur champ, la réalisation de coopérations au niveau européen et mondial. À l'inverse de leur privatisation et de leur casse imposées par l'Union Européenne et mis en œuvre par la droite en France.

Les régions peuvent élaborer des plans de soutien financier et technique aux collectivités locales souhaitant – dans la perspective de la création d'un service public national de l'eau – revenir à la gestion directe de leurs services publics d'environnement : eau potable, assainissement, ainsi que pour la collecte des déchets. Afin d'affirmer le droit à l'eau pour les démunis, les régions pourraient contribuer financièrement à la création d'une allocation versée par la CAF au travers de la constitution de fonds régionaux EAU avec péréquation redistributive. Ces fonds mettraient à contribution les entreprises de l'eau, l'État via les agences de l'eau, les collectivités territoriales, les syndicats et services publics de l'eau et de l'assainissement. Le soutien à l'agriculture biologique et paysanne doit s'affirmer tandis que l'on doit atteindre dans les plus brefs délais l'objectif « zéro pesticide » dans l'entretien des espaces verts publics.

Ouvrir l'espoir dès les régionales

Voici quelques grandes lignes de ce qui fondent l'engagement écologique des communistes dans toutes les régions et tout particulièrement au sein des listes *Pour des régions à gauche, solidaires, écologiques, citoyennes*. Nous sommes loin d'un catalogue exhaustif de bonnes mesures pour satisfaire à l'ère du temps. Non, il s'agit de choix de rupture, de choix de société, de l'émergence d'une alternative politique au libéralisme au moment où les régions prennent une place affirmée dans le paysage institutionnel français. Dans les quelques jours qui nous séparent du 14 mars, nous pouvons créer la surprise en favorisant le rassemblement de citoyens et d'acteurs, en lien avec les luttes, qui veulent agir utilement à la réduction des inégalités sociales et environnementales.

Hervé Bramy
responsable national à l'Écologie



COPENHAGUE quel bilan ? quelles suites ?

Hervé Bramy

L'échec est patent. Pas d'accord juridiquement contraignant, ni d'objectifs globaux sur la nécessaire réduction de 50% des gaz à effet de serre (GES) en 2050. Simplement deux petits feuillets sur la volonté de limiter l'augmentation de la température à 2°C en référence au GIEC. Chaque pays est convié d'ici au 31 janvier à faire connaître ses propres engagements sans contrainte de vérification. Un budget de 30 milliards de dollars, à court terme, a été décidé pour l'aide aux pays en développement (PED) et 100 milliards d'ici 2020. Ce document n'a donc pas valeur de traité international. Ce texte a été ratifié par 28 pays dont les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique, et les principaux pays européens.

C'était bien ce que nous craignions. Le sommet a accouché d'une souris : une simple déclaration politique, de bonnes intentions mais sans aucune contrainte. L'Europe s'est avérée incapable de jouer collectif et de peser sur le cours des négociations. Au-delà des contradictions qui la traverse, des chefs d'États ont voulu la jouer solo, à l'image de Nicolas Sarkozy, gesticulant dans tous les sens mais sans réel poids. Certains veulent y voir l'échec de l'ONU et prétendent que le G20 doit prendre la main. À coup sûr, c'est aller droit dans le mur. On peut considérer, malgré tout, que ce texte sera utile pour la suite. Finalement, l'évènement, c'est l'existence d'une véritable dynamique citoyenne mondiale même si celle-ci n'a pas été entendue. Un de nos premiers objectifs est de poursuivre la mobilisation, de la renforcer en développant des campagnes publiques d'exigences dans la proximité.

C'est ce à quoi nous nous sommes engagés avec le Front de gauche, notamment lors des élections régionales. Par ailleurs, nous devons, avec nos partenaires du PGE, faire pression sur l'Europe. Nos partis respectifs et nos groupes parlementaires peuvent jouer un rôle déterminant d'ici le sommet de Bonn en juin puis de Mexico fin 2010. Tout n'est pas à refaire, mais tout est à amplifier.

Le combat écologique transcende-t-il le clivage gauche/droite ?

La préservation et le sauvetage de la planète est l'affaire de tous. Je n'ose pas imaginer que certains, sous d'égoïstes intérêts, pourraient ne pas se sentir concernés par l'urgence d'agir efficacement. C'est sur la méthode pour y parvenir que les contradictions s'expriment avec vigueur. En effet,

réduire l'émission de GES demande des changements de comportements individuels, toutefois l'essentiel n'est pas là. Il est incontournable de changer de mode de production et de consommation.

Il faut inventer un nouveau mode de développement humain, citoyen et solidaire qui assure le progrès social et l'accès effectif aux droits. Je pense entre autre au droit à l'énergie pour tous. Il faut oser dire les choses : c'est le productivisme capitaliste qui est responsable de la crise écologique, sociale et financière. À gauche, le PS et Europe Écologie n'ont pas totalement surmonté ces contradictions. Les communistes considèrent pour leur part que le capitalisme n'est pas écolo-compatible. « Il faut changer le système pas le climat » ; les manifestants de Copenhague ont exprimé avec clairvoyance l'objectif à atteindre.

Au nom de la justice climatique faudrait-il renoncer à la justice sociale ?

Moins que jamais, il est impératif d'agir dans un même mouvement pour réduire les inégalités environnementales et sociales. Aujourd'hui, ces inégalités sont flagrantes en Europe et dans le monde. Nous devons régler notre dette écologique à l'égard des PED et agir pour la justice sociale partout y compris en Europe. En effet, ici, nous sommes des consommateurs captifs du marché libéral des biens de consommations. C'est pour cette raison qu'il faut avoir le courage de sortir du marché l'eau, l'air, la terre, l'énergie et les considérer comme biens public et biens communs de l'humanité. Au delà de l'augmentation du pouvoir d'achat et de la relance de la dépense publique ; il est nécessaire de favoriser de façon préventive leur accès aux familles les plus en difficultés. Nous nous réjouissons du rejet de la taxe carbone par le Conseil constitutionnel, car injuste et inefficace.

Alors, qui va payer la facture ? Nous proposons de taxer le capital pas les ménages. Il est possible de trouver autrement et rapidement beaucoup d'argent. Le G20 a su le faire lors du sauvetage des banques il doit pouvoir le faire pour le climat. C'est dans cette perspective que nous proposons d'agir en développant luttes et rassemblements afin que soit décidé une taxation des transactions financières et la réduction des dépenses militaires de 10% par an. Pour sauver l'humanité, la démocratie doit prendre un nouvel élan avec de nouveaux droits d'intervention pour les citoyens et les salariés.



désespérer Copenhague ?

Claude Seureau

biologiste, universitaire honoraire, membre de la commission *Écologie* du PCF

«**D**ésastre », « lamentable fiasco », « honte morale », « jeu de dupes », « grand bond en arrière », « Munich de la géopolitique », « apprendre à se passer de l'ONU »... Après le sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique, la plupart des commentaires sont pour le moins pessimistes, voire catastrophistes. L'après-COP15 serait-il compromis ?

Pourtant, d'autres voix, et parfois les mêmes après un temps de réflexion, sont plus nuancées. Elles parlent de « déception », d'un « premier pas mal assuré », d'« une parenthèse malheureuse (plutôt qu') un désastre absolu », d'une « déconvenue [qui] est peut-être un échec utile »...

Comment s'y retrouver ? Comment puiser dans tout cela l'énergie nécessaire pour poursuivre et amplifier le combat juste et urgent contre un changement de climat porteur de drames humains planétaires dû pour l'essentiel à l'activité humaine ? Car il y a toujours urgence et, comme le dit le climatologue Hervé Le Treut, coauteur du dernier rapport du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat) : « On a déjà perdu dix ans avec le gouvernement Bush, il ne faut pas en perdre dix de plus » !

Tout ou presque a été dit sur le décalage – le mot est faible – entre les attentes, les espoirs, et « l'Accord de Copenhague ». Une brève déclaration qui fixe la limite du réchauffement de la planète à 2°C d'ici à 2050, mais sans engagement chiffré ni mesures contraignantes quant aux émissions de GES (gaz à effet de serre) et, pour cet objectif, la mobilisation de 100 milliards de dollars par an... en 2020. « L'accord » prévoit un financement immédiat de 30 milliards de dollars pour aider les pays pauvres. Il valide le mécanisme de lutte contre la déforestation, cause importante du réchauffement. Il prévoit aussi la communication par les États du résultat des réductions des émissions les concernant, mais uniquement sur une base volontaire et sans contrôle international. Élaboré en catastrophe à quelques heures de la fin du sommet par vingt-sept chefs d'État ou de gouvernement, dont ceux des principales puissances, cet « accord » ne vaut, faute de consensus, que pour ceux qui s'y rallieront.

Par rapport au « Protocole de Kyoto », à peine évoqué dans le texte de l'accord, et au travail long et ardu des négociateurs, c'est un recul indéniable. Surtout lorsque viennent s'y ajouter des considérations plutôt inquiétantes concernant l'ONU. Car, s'il est évident qu'il faille améliorer le fonctionnement de la maison onusienne, fustiger, voire remettre en cause l'ONU, comme le font plusieurs commentateurs, en la présentant comme responsable de « l'échec » du COP 15, ne peut qu'affaiblir une instance internationale indispensable dans le contexte mondial actuel de

conflits et de catastrophes en tous genres. Pour autant, faut-il désespérer Copenhague ?

Loin d'un optimisme béat porteur de désillusions, deux aspects importants plutôt positifs me semblent devoir être pris en considération. D'abord, après quelques atermoiements de circonstance, tout le monde, ou presque était à Copenhague. De toutes les grandes puissances occidentales et des pays émergents aux pays en développement. Plus d'une centaine. C'est, sur cette question du réchauffement et de ses conséquences, un fait sans précédent. D'autant plus qu'au bout du compte, ces mêmes pays se retrouvent, ensemble, sur un texte politique, dont on sait, par ailleurs, ce qu'il faut en penser. Rappelons-nous Kyoto en 1997. Certes c'est un protocole contraignant, mais vite plombé par le refus de ratification par les États-Unis de Bush qui, ensuite, fait tout pour le saper. Douze ans plus tard, la gouvernance américaine a changé, les pays émergents sont dans une logique de réduction des émissions et des pays du Sud commencent à mettre en place des politiques de régulation et de contrôle. En 2007, le quatrième rapport du GIEC avait sonné l'alarme. Copenhague arrivait donc au bon moment, sans pour cela imaginer que ce « grand et historique sommet » serait le fin du fin de décisions que l'on attendait. C'était en effet sans compter avec les limites de l'exercice pour Obama en difficulté sur sa politique de santé et avec une opinion américaine insensible aux responsabilités américaines liées aux questions climatiques, une Chine qui monte inexorablement en puissance économique et veut être maître chez elle, l'Inde qui n'est pas en reste, le Brésil de Lula embringué dans une entreprise de séduction du Président français, l'Union européenne empêtrée dans ses conflits d'intérêts nationaux et incapable de parler d'une même voix, et les pays du Sud qui exigent, à juste titre, des mesures de réparation et d'aide au développement. Si l'on veut comprendre Copenhague, il est indispensable d'intégrer ces données d'une géopolitique qui a singulièrement et rapidement évolué au cours des dernières années. Et pourtant, tous étaient là. Et si Copenhague était déjà, au moins, une première et sérieuse prise de conscience politique de l'ensemble des États de la planète sur les questions écologiques et d'environnement ?

Dans ce contexte, et mis à part les grands pays exportateurs de pétrole qui sont plutôt satisfaits du faux-pas du COP15 – on les comprend –, quel va être l'après-Copenhague ? Là encore, et sans être devin, il est fort à parier que ce ne sera pas un long fleuve tranquille. Les États ont jusqu'à la fin de ce mois de janvier pour se positionner par rapport à leurs engagements de réduction des GES et aux moyens mis en œuvre. Les négociateurs des différents pays





DESESPERER COPENHAGUE ? (suite)

se retrouveront en juin 2010 à Bonn, les ministres concernés en décembre à Mexico. Sans attendre, des pays agissent. L'Indonésie, par exemple, l'un des trois premiers « puits de carbone » forestiers de la planète, vient d'annoncer un plan ambitieux de reforestation. En perspective, un retour possible à l'esprit de Kyoto ?

Politiquement encourageant est aussi le formidable élan d'intérêt que les peuples du monde ont su, à des degrés divers, exprimer sous forme de revendications et d'actions par le biais d'associations environnementales, d'ONG, de syndicats, d'organisations politiques, tout au long de la préparation du sommet de Copenhague et pendant son déroulement. Pour avoir participé à plusieurs débats, en novembre, et avoir été présent à Copenhague du 11 au 14 décembre, je peux en témoigner. Pendant que les officiels se défiaient dans le camp retranché de Bella Center à l'extérieur de Copenhague, une foule bigarrée, jeune, conviviale et studieuse se pressait au Klimaforum09, en plein centre-ville. Dans l'esprit des forums sociaux, conférences-débats, manifestations culturelles, ont accompagné la quinzaine danoise. La manifestation du 12 en fut le point culminant, avec plusieurs dizaines de milliers de participants et quelques incidents mineurs montés en épingle par des médias complaisants. Rassemblement des habitants de Copenhague – ville exemplaire pour ses réalisations environnementales – en famille, d'associations confessionnelles et humanitaires, de militants et « activistes » de tous pays. Indiens amazoniens et indonésiens, coréens, en costume de leur communauté. Drapeaux rouges et drapeaux verts. Une forêt de pancartes proclamant « Bla Bla Bla ... Act Now », « Planet Not Profit » ou « There is No Planet B ». Une partie importante du cortège sous le slogan « System change ! Not Climate change ! ». Un slogan significatif du constat de l'incompatibilité entre le système capitaliste tel qu'on le connaît et les objectifs du sommet de Copenhague. Mais aussi un slogan ambigu, dont sa formulation peut être interprétée comme donnant la priorité chronologique au changement de système sur l'action immédiate pour un développement durable et solidaire, pour un nouveau cadre de vie. Alors que les deux actions, tout aussi politiques, doivent être simultanées et étroitement liées comme le sont le capitalisme et ses conséquences écologiques et environnementales. « Le capitalisme n'est pas écolo-compatible » disons-nous au PCF.

Dans une ultime adresse au COP15, la « Déclaration des peuples au Klimaforum09 » considère qu'« il existe des

solutions à la crise climatique » et que « ce dont ont besoin les populations et la planète c'est d'une transition juste et durable de nos sociétés vers un modèle qui garantisse le droit à la vie et à la dignité de tous les peuples et transmette une planète plus fertile et des vies plus enrichissantes aux générations futures. ». Sans utiliser le mot « capitalisme », le texte, fruit de l'état actuel des sensibilités en présence, en décline cependant toutes les caractéristiques et toutes les séquelles. Il appelle à l'action « pour le climat » par « l'abandon des carburants fossiles..., la réduction immédiate des GES des pays industrialisés d'au moins 40% par rapport à 1990, d'ici à 2020 ... la reconnaissance, le paiement et la compensation de la dette climatique ... le rejet des fausses solutions techniques et des solutions basées sur le marché ... la transition vers une souveraineté alimentaire et énergétique, foncière et sur les ressources hydriques. ». Avec un soutien affirmé à l'ONU et à sa Charte, cette déclaration solennelle en appelle aux Droits de l'Homme et s'engage à promouvoir « un changement fondamental dans les structures sociales, politiques et économiques et une résorption des inégalités et injustices ... ».

En Europe et dans le monde, comme en France, des forces importantes qui ne demandent qu'à grandir agissent déjà dans ce sens. Conscientes du désastre écologique vers lequel nous pousse le système économique et social capitaliste, elles buttent parfois sur la réponse politique à cette crise majeure. Les communistes, ici et ailleurs, ont une responsabilité particulière pour prendre en compte les aspirations de ces forces et construire avec elles, dans un respect réciproque, les moyens du changement. En France, la campagne des prochaines échéances électorales nous en offrent l'opportunité. Si tant est que l'on veuille bien faire de l'écologie un enjeu politique majeur.

Le 11 janvier dernier, sur Canal + et à une heure de grande écoute, un remarquable documentaire réalisé par J.-Ph. Amar « Copenhague, l'ultime négociation » nous donnait à voir, de l'intérieur du Bella Center, tous les méandres des discussions et négociations en remontant aux années antérieures, tout en pointant les enjeux. Entrecoupé de séquences montrant comment, au Brésil (aménagement urbain), en République démocratique du Congo (gestion de la forêt) et en Inde (promotion de l'énergie photovoltaïque), des solutions sont dès maintenant mises en œuvre pour répondre au défi écologique.

Et de conclure que Copenhague est « décevant, mais peut-être un point de départ ».



PETIT ABÉCÉDAIRE après le sommet de Copenhague

André Chassaigne

A comme ACCORD. On dit que l'Accord de Copenhague est « politique ». En fait, c'est un texte sans ambition de 3 pages, simple déclaration d'intention pour ne pas revenir la besace vide après des années de préparation, les 2 semaines de négociations du Sommet, les 48 heures du round final... et la nuit blanche des chefs d'États.

B comme BORLOO. Je ne lui ferai pas un procès d'intention en lui reprochant de ne pas avoir mis le paquet ! Certes, il accroche sa charrue à une étoile, mais le soc reste coincé par le roc d'intérêts égoïstes. Dommage qu'il reste muet sur les véritables raisons de l'échec. « Couvrez ce capitalisme que je ne saurais voir ! »

C comme COMPETITION. La compétition pour les ressources et de plus grandes parts de marché, ainsi que les traités et les accords de libre échange, ont abouti à la privatisation et à la marchandisation des ressources naturelles, intensifiant leur pillage, notamment dans les pays sous-développés. L'utilisation de ces ressources s'est faite sur la base d'un système économique non durable, construit sur un accès sans limite aux ressources dans sa recherche du profit, avec les désastres écologiques qui en découlent. Principales victimes, les pays en développement sont aussi les plus vulnérables et les moins armés pour faire face à la situation. Aussi réclament-ils un soutien financier de la part des pays riches pour mettre en œuvre un nouveau mode de développement économique en émission de carbone et pour s'adapter aux conséquences du changement climatique.

D comme DÉLÉGATION FRANÇAISE. Nous étions une douzaine de députés et sénateurs représentant les groupes politiques et commissions, au côté de grands noms de la cause environnementale (Brice Lalonde, Nicolas Hulot, Yann Artuss-Bertrand...) de scientifiques de renom (notamment le climatologue Jean Jouzel) et bien évidemment les représentants du ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEEDATT) avec les secrétaires d'État Chantal Jouanno et Valérie Létard.

E comme ESPOIR. L'espoir que la catastrophe puisse être un jour conjurée, que des centaines de millions d'humains ne pouvant plus se nourrir ne soient plus dans le couloir de la mort, que la tragédie collective des habitants des terres menacées ne soit plus qu'un mauvais rêve. Cet espoir exige un accord mondial non seulement sur les émissions des gaz à effet de serre de tous les pays mais aussi une garantie d'accès de tous au développement.

F comme FIASCO. Le fiasco de Copenhague a certes été habillé d'un semblant d'accord que le président Sarkozy s'est efforcé de présenter au mieux aux journalistes et à la délégation française. Engagements, chiffres, objectifs... qui ne se retrouvent pas dans le texte final dont la vacuité n'a même pas permis d'obtenir le soutien de l'ensemble des États représentés. « C'est pas beau de mentir, Monsieur le président ! »

G comme G 77. C'est le regroupement des pays du Sud qui demandent un accord contraignant pour les pays riches. Le G 77 réclamait que l'objectif pour 2050 ne soit pas de limiter seulement le réchauffement planétaire à 2°C, mais au seuil critique de 1,5°C. Un réchauffement de 2°C se traduirait en effet, dans les pays africains, par un réchauffement de l'ordre de plus de 3°. Quant aux États insulaires, certains seraient totalement submergés ! Le G 77 demandait notamment aux pays industrialisés la diminution de moitié des gaz à effet de serre d'ici à 2020 et le financement, à hauteur de 1 % de leur PIB, de la lutte contre le réchauffement climatique.

H comme HUGO CHAVEZ. Un simple extrait du discours prononcé par le président de la République bolivarienne du Venezuela le 16 décembre : « On pouvait me dire, monsieur le président, un fantôme parcourt le Copenhague, en paraphrasant Karl Marx, le grand Karl Marx. Un fantôme parcourt les rues de Copenhague, et je crois que ce fantôme marche en silence dans cette salle, il passe entre nous, il passe par les couloirs, sort par dessous, monte. Ce fantôme est un fantôme épouvantable, presque personne ne veut le nommer. Le capitalisme est le fantôme ! (Applaudissements). Presque personne ne veut le nommer, c'est le capitalisme ».

I comme INDUSTRIALISATION. L'industrialisation des économies occidentales est la cause première du changement climatique. L'émission sans précédent de gaz à effet de serre dans l'atmosphère a pour origine l'accroissement de la combustion de carburants fossiles dans l'industrie, mais aussi le commerce mondial libéralisé, les choix de transport, le développement de l'activité militaire, pour ne nommer que quelques secteurs significatifs. Les conséquences de la croissance industrielle ont été aggravées par le système libéral qui se livre à une production excessive, guidée par le seul profit, pendant qu'une très large proportion de l'humanité est enlisée dans la pauvreté, avec une consommation ne permettant pas de répondre aux simples droits humains. ➤



PETIT ABÉCÉDAIRE ... (suite)

J comme JUSTICE SOCIALE. Au-delà du problème bien réel du changement climatique, un discours vise à instaurer une sorte de « terreur climatique » pour faire passer des mesures antisociales : bel exemple que la contribution climat-énergie, sauce taxe carbone à la française ! De plus, en ne mettant pas en cause le mode de production capitaliste, fondé sur le libre-échange et le productivisme, on occulte cette question fondamentale de la justice sociale, dans les pays dits riches comme dans ceux en développement.

K comme KYOTO. Le protocole de Kyoto est seulement entré en vigueur en 2005, ratifié par 175 pays à l'issue de 7 années de négociations. Il engage les signataires à réduire leur émission de gaz à effet de serre d'au moins 5 % d'ici 2012 par rapport à leur niveau de 1990. Mais cette contrainte de réduction disparaît de fait avec l'accord de Copenhague : chaque pays fera désormais ce qu'il voudra, avec une simple information tous les 2 ans, sans sanctions ni vérification internationale. Très défendu par les pays africains pour être le seul instrument légalement contraignant, ce protocole n'est pas forcément enterré définitivement. Fort heureusement !

L comme LIBÉRALISME. Le modèle économique libéral se délecte de la création attendue d'un nouveau marché mondial, celui du carbone, à l'image du marché européen ETS (European Trading Scheme). Les experts adoués du libéralisme chantent depuis des années les vertus des Mécanismes de développement propres (MDP), c'est-à-dire l'achat par les grands groupes industriels et sociétés financières de crédits d'émissions dégagés par les économies de pollution au Sud. Cette bourse du carbone ne serait pas seulement un aliment de plus pour répondre à la boulimie de tout marchand, elle permettrait aussi un magnifique tour de passe-passe : les pays industrialisés externaliseraient ainsi leur vertu en instaurant à leur profit un marché mondial d'indulgence en achetant des droits de polluer. Le marché à saisir est énorme : les seuls crédits de carbone forestiers seraient évalués à 1,5 Mds. Le cours reste à fixer au gré de l'offre, avec une demande pressante, et à la clef une bulle spéculative toujours susceptible d'exploser.

M comme MOBILISATION. L'année 2010 s'annonce comme celle d'une bataille décisive où les peuples du monde entier devront contraindre leurs dirigeants à changer de cap, sous peine de compromettre profondément et de manière irréversible l'avenir de l'Humanité. « Aux citoyens d'exiger une attitude plus responsable de leur gouvernement » est une phrase très entendue depuis l'échec du Sommet.

N comme NÉGOCIATIONS. Le processus de négociations, engagé deux ans avant Copenhague, devait aboutir à un nouveau traité mondial visant à corriger les causes et la conséquence des émissions de gaz à effet de serre. Il a été remis en cause durant le Sommet : discussions parallèles, manque de transparence, domination des pays riches ont réduit à néant le travail réalisé. Non seulement les 200 pages de négociations n'ont pu être finalisées mais aucun consensus n'a pu se dégager.

O comme ONG. Grâce au contre-pouvoir des grandes organisations environnementales, soutenues par les mouvements sociaux et de nombreux scientifiques, Copenhague restera tout de même dans l'Histoire comme l'échéance qui a permis l'articulation d'une nouvelle force internationale. Le Klimaforum09, sommet alternatif de Copenhague, a en effet débouché sur une Déclaration des peuples (« System Change- not climate change ») signée par plus de 300 ONG et mouvements sociaux des 5 continents. Elle servira de base commune à leurs prochains combats.

P comme « PUIXS DE CARBONE ». Des massifs forestiers comme l'Amazonie ou le bassin du Congo ont un rôle primordial pour lutter contre l'effet de serre en captant le CO₂ présent dans l'atmosphère. Les préserver est un des meilleurs atouts de la planète. Mais les « crédits carbone » accordés comme contre-partie pour service rendu à la communauté mondiale, alimenteront un marché de carbone forestier. Ces crédits pourront être rachetés par les pays industriels pour leur permettre de continuer à polluer. L'économie de carbone pourrait être pillée comme l'ont été les ressources naturelles des pays d'Afrique depuis 150 ans !

R comme REDD, c'est-à-dire le Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestières des Nations unies (UN-Redd). Ce programme, destiné à arrêter la déforestation, est affiché comme une réelle avancée. Mais la préservation des forêts a un coût pour l'économie des pays concernés, d'autant qu'il s'agit bien souvent de pays pauvres. Le principe d'aider financièrement les pays à préserver leurs forêts est désormais admis. Reste à fixer le mode de financement... et trouver l'argent nécessaire !

S comme STERN. Le rapport Stern sur l'évaluation économique du changement climatique affirme que l'inaction coûtera très cher en 2100. Si rien n'est fait, le réchauffement climatique coûterait alors 5 500 milliard d'euros, soit plus que les guerres mondiales et la récession des années 30 réunies.



PETIT ABÉCÉDAIRE ... (suite)

T comme TITANIC. Une phrase a beaucoup circulé au Bella Center de Copenhague, où se déroulaient les travaux : « On est sur le Titanic, on coule, il n'y a pas de canots de sauvetage et l'équipage ne s'en rend pas compte ». La réalité n'est pas très éloignée de cette image ! Elle l'est d'autant moins quand le grand timonier de l'économie mondiale est le président des États-Unis, qu'il s'appelle Bush ou Obama. Le choix de navigation est clair : les États-Unis, qui n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto, n'iront pas plus loin que leur objectif initial de 4 % de réduction de leurs émissions par rapport à 1990, très en dessous des 25 à 40 % préconisés par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC).

U comme URGENCE CLIMATIQUE. L'urgence climatique n'est pas un simple slogan : les concentrations de gaz à effet de serre ont atteint des sommets. Les spécialistes disent qu'à ce rythme les températures pourraient être de 5° supérieures à celles de la période préindustrielle. Bien évidemment avec toutes les conséquences que le réchauffement climatique implique : multiplication de phénomènes météo extrêmes (ouragans, orages violents, inondations, sécheresses...) montée du niveau des océans et engloutissement des terres, multiplication des conflits pour la maîtrise de l'eau et des terres agricoles.

V comme VIVRE. Si un positionnement environnementaliste a pu répondre pendant longtemps à quelque calcul politicien, il est devenu désormais une exigence incontournable, celle de la vie des générations futures. À l'issue de la manifestation de Copenhague, organisée le 12 décembre en marge des négociations sur le climat et réunissant près de 100 000 manifestants, le directeur de Greenpeace International, Kumi Naidu, déclarait à la tribune : « Chaque année, 300 000 personnes meurent à cause du changement climatique. Ce n'est pas une question d'adaptation mais de survie ». Comme cela a été rappelé au Sommet par de nombreux participants des pays les plus touchés, la grande majorité des écosystèmes de la planète sont abîmés, 20 % de l'écorce terrestre est dégradé. La transformation des terres, les altérations de cours d'eau douce, la perte de la diversité biologique sont déjà une réalité. Les peuples les plus fragilisés en paient déjà le prix fort.

W comme WAGON. J'espère plutôt « wagon-lit » avec une pensée pour mon ami Yves Cochet qui a passé 17 h en train pour rejoindre Copenhague, marquant ainsi son opposition à la pollution excessive du transport aérien. A-t-il regretté l'absence du TGV ?

X comme XÉROPHILE. Les plantes xérophiles vivent dans des lieux secs. Je ne doute pas que Monsanto ait déjà déposé de multiples brevets pour assurer le maintien de culture en milieux hostiles, avec des semences génétiquement modifiées. Sans aucun doute, le capitalisme est déjà en ordre de marche pour tirer profit du réchauffement climatique. L'essentiel est d'occulter sa propre responsabilité et de sauver le système : surfer sur les vagues après avoir déclenché la tempête !

Y comme YANG. Ce principe fondamental de la philosophie taoïste chinoise correspond à la notion de passivité. Le Ying aurait été sans doute préférable ! Quant au Yuan, la monnaie chinoise, il attend sans aucun doute son heure dans un système monétaire toujours dominé par le dollar.

Z comme ZÉRO. « Zéro pointé » pour Copenhague ? Pas seulement ! C'est aussi la note infligée, en guise de rappel à l'ordre, par le Conseil Constitutionnel au projet de taxe carbone, élaboré par le gouvernement sur une base tellement inégalitaire qu'il a été censuré. Les plus modestes devaient payer, les pollueurs étaient épargnés : « Ainsi étaient totalement exonérées de contribution carbone les émissions de 1018 sites industriels les plus polluants, tels que les raffineries, cimenteries, cokeries et verreries, les émissions de l'industrie chimique utilisant de manière intensive de l'énergie [...], celles du transport aérien et du transport routier passagers », souligne le Conseil constitutionnel dans son rapport. Des régimes de faveur « contraires à l'objectif de lutte contre le réchauffement climatique », résume le Conseil, qui note, surtout, que cela « aurait créé une rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques ». Rien à ajouter.



TAXE CARBONE la mort lente ?

Emmanuel Planet

Nous nous réjouissons fortement que le Conseil constitutionnel ait obligé le président à revoir sa copie : imposer une nouvelle taxation à des millions de ménages modestes captifs tout en exonérant les grands groupes industriels les plus pollués, c'était particulièrement choquant.

Mais la suite du processus risque d'être difficile.

D'abord, parce que la partie la plus contestable du projet demeure inchangée : les personnes de revenu moyen ou modeste vivant en milieu rural et obligées de consommer des énergies fossiles pour travailler et survivre demeurent visées dans les mêmes conditions par la taxe carbone.

Ensuite, parce que la taxe carbone fixée à un taux de 17 euros par tonne de CO₂ ne peut influencer beaucoup les comportements et donner le signal nécessaire : pour cela, il fallait un taux de 32 à 40 euros/tonne de CO₂. Le gouvernement et l'Élysée ont renoncé très vite face aux pressions des lobbies du capital et des grands groupes.

Enfin, parce que la mise en œuvre des différentes contreparties à l'assujettissement des établissements industriels sous quotas pose question. Ainsi, on applique à ces industries un taux réduit – qui pourrait être de 20 % de la taxe, soit 2,4 euros/tonne de CO₂ – qui est minime. Surtout lorsqu'on sait que les mêmes industries bénéficient de quotas gratuits généreusement alloués. Pourquoi faut-il en plus plafonner l'imposition à un certain pourcentage de la taxe dans la valeur ajoutée ou mettre en place une compensation sous forme de crédit d'impôt ? Le plafonnement aboutit à ce que les industries les plus émettrices de CO₂ payent moins de taxe, tandis que les crédits d'impôt pour investissements « verts » risquent fort d'avanta-

ger des entreprises pour accomplir des investissements avec des technologies « business as usual » et peu audacieuses. Il faudra être très vigilant sur la liste des investissements.

Pour imaginer un système de dégrèvement compatible avec les véritables exigences environnementales, il serait nécessaire de fixer des objectifs sur 5 ans à chaque secteur en émission de CO₂ par tonne de produit fabriqué. Ces objectifs devraient s'inscrire dans la tendance de -40 % en 2020 par rapport aux émissions de 1990. Ces objectifs seraient accompagnés d'objectifs intermédiaires entre 2010 et 2015. Le dégrèvement de taxe carbone serait obtenu si les objectifs intermédiaires sont atteints. Mais de telles dispositions sont « lèse-Medef » et il y a fort à parier que le président et le gouvernement actuels ne les imposeront pas.

La taxe carbone va continuer d'être controversée et de mécontenter l'opinion publique. Verra-t-elle le jour ?

Il faut surtout, pour atteindre ces objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, se placer dans une nouvelle perspective. Ainsi, dans les entreprises concernées, les salariés interviendraient démocratiquement dans les gestions et imposeraient des procédés de production moins émetteurs en CO₂, ou des investissements en technologies économisant l'énergie. Le crédit et ses modalités d'octroi étant radicalement transformés, les investissements générateurs de procédés plus polluants (fourneaux d'anciennes générations, équipements relevant du « business as usual ») feraient l'objet de taux d'intérêt élevés alors que ceux générant des équipements de pointe feraient l'objet de taux d'intérêt bas ou négatifs.



BÂTIMENT

pour un vrai programme de rénovation thermique

Amar Bellalingénieur en bâtiment
professeur agrégé de Génie civil
candidat pour le Front de Gauche à Paris

Le bâtiment représente aujourd'hui le premier poste de dépense énergétique en France et pas moins du quart des dégagements de gaz à effet de serre. On comprend alors que pour respecter les accords de Kyoto, et parvenir à l'objectif du « facteur 4 », diviser par 4 en France les émissions de GES (gaz à effet de serre) d'ici 2050, ce secteur revêt une extrême importance et présente un fort potentiel d'économie d'énergie. Fort potentiel, car contrairement au Transport, où une rupture technologique à grande échelle est nécessaire, les technologies en terme d'isolation de l'enveloppe, de système de chauffage et de ventilation sont mûres¹ et peuvent, à l'instar de ce qui se fait en Allemagne², un pays qui a dix ans d'avance dans ce domaine, être appliquées à grande échelle si la volonté politique est au rendez-vous.

Le Grenelle de l'environnement, sur la base de ce constat, déclare, à coups de grandes campagnes de communication, s'être engagé depuis 2008 dans une politique d'incitation dans le neuf comme dans l'existant pour des constructions à basse consommation. Pourtant, dans les faits, le compte n'y est pas du tout : malgré tous les dispositifs incitatifs (crédit d'impôt, prêt à taux zéro, éco prêt, subventions directes...) et les initiatives régionales, départementales et communales, tout cela n'aboutit qu'à quelques dizaines de milliers de rénovation-construction BBC (bâtiment basse consommation) pour toute la France alors qu'il en faudrait près de 800 000³ par an, ne serait ce que pour respecter les objectifs du « facteur 4 » du Grenelle d'ici 2050^{3bis}... on est loin, très loin, du volontarisme de façade de Sarkozy à

Copenhague. Certes, un premier pas « sérieux » a été franchi avec l'adoption de la nouvelle réglementation thermique qui imposera par la loi à partir de 2012 la norme BBC⁴ pour toute nouvelle construction, mais le problème reste entier dans l'existant. En effet, l'enjeu n'est pas seulement le logement neuf, mais aussi et surtout le parc existant, avec par exemple les logements dit « passoire thermique » qui consomment plus de dix fois la norme BBC (15% des logements concernés)... En réalité, toutes les estimations le montrent, c'est plus de 80% du parc national, 24 millions de logements, qui nécessite une rénovation, et tout spécialement ceux construits avant 1975, époque où aucune réglementation thermique n'existait⁵. Ce qui pose la nécessité d'un vaste programme de rénovation thermique en France pour les 40 années à venir.

L'absence d'un tel plan en France et son timide démarrage en Allemagne sont deux exemples grandeur nature de l'incapacité du capitalisme à répondre aux enjeux écologiques. En France, la question épineuse du financement est contournée par de nombreux dispositifs incitatifs qui se révèlent inefficaces et non pertinents au regard de l'ampleur de la tâche. Citons deux mesures qui illustrent la créativité du capitalisme dans ce domaine : depuis 2006, les entreprises productrices d'énergie sont soumises à une obligation de quotas d'économies d'énergie, sanctionnées par des « certificats d'économies d'énergie », les CEE. Sauf qu'au delà de la simple obligation, il est prévu de pouvoir acheter (ou vendre) ces dits « certificats » à d'autres entreprises plus volontaristes pour se conformer à la loi. On retrouve la



1. Il ne s'agit pas ici d'évoquer les expérimentations de pointe, qui ont leur intérêt dans le cadre d'application locale, applicables lorsque qu'il existe une volonté militante particulière, mais qui ne présentent pas une solution à grande échelle immédiatement. Il s'agit ici de traiter des technologies « classiques », simples, qui peuvent être appliquées dès demain à l'échelle de millions de logements par les milliers d'artisans, PME et PMI du BTP.
2. L'Allemagne et la Suisse ont su développer tout un savoir faire dans le neuf comme dans l'existant avec la rénovation thermique, avec des produits très performants qui restent d'une application très limitée en France. Le label de basse consommation « PassifHaus » en Allemagne et « Minergie » en Suisse sont des références mondiales.
3. Ce chiffre comprend le nombre de logements construits chaque année, 300 000, en y ajoutant le nombre de rénovations thermiques qu'il faudrait pour respecter les objectifs pour 2050, 500 000. Ce qui donne 800 000 = 300 000 neuf + 500 000 rénovations. Aujourd'hui, le gouvernement revendique 20 000 constructions nouvelles programmées classées BBC et 50 000 rénovations thermiques dans l'existant programmées par l'incitation « éco prêt » auprès des particuliers. il annonce également 30 000

rénovations dans le logement social, avec en vue l'objectif de rénover 800 000 logements sociaux en dix ans... mais les 2 milliards prévus à cet effet par le plan de relance viennent d'être retirés. Pourtant, le plan bâtiment du Grenelle de l'environnement prévoit à partir de 2012, un rythme de 400 000 rénovations par an, on en est très loin...

- 3bis. Le plan bâtiment du Grenelle affiche comme ambition pour le long terme la division par 4 des GES d'ici 2050 et par deux d'ici 2020. Plus précisément, diminution de la consommation en énergie de 38% et gaz à effet de serre de 50%.
4. À partir de 2012, toute construction neuve ne devra pas consommer plus de 50 Kwh/m²/an en moyenne. À comparer avec la moyenne du parc national : 250 Kwh/m²/an, et avec la norme actuelle pour le neuf de 150 Kwh/m²/an. Pour 2020, toutes les constructions nouvelles devront être à « énergie positive ».
5. Pour plus de détail et pour des données plus approfondies, voir rapport de l'ANAH, « Modélisation des performances énergétiques du parc de logements, état du parc en 2008 », 26 pages.



BÂTIMENT... (suite)

solution miracle d'un marché du droit à polluer à l'échelle nationale. Malgré l'échec manifeste de cette « bourse aux certificats », on persiste et signe en multipliant les commissions d'évaluation et on envisage même d'élargir le système à l'Europe...⁶

Mais la palme revient au concept très médiatisé de « bâtiment à énergie positive ». L'annonce de la baisse du prix de l'électricité achetée par EDF aux particuliers-producteurs⁷ est anecdotique au regard du vrai scandale : celui qui permet à une construction de contourner la norme de basse consommation (50 Kwh/m²/an). Il suffit par exemple de consommer 200 et de revendre 150 à EDF : 200-150=50, et la norme est respectée. Or cela n'a rien à voir avec une amélioration de la performance thermique du bâtiment : la pollution éventuellement générée est, dans tous les cas, comptabilisée positivement dans la nature, qui ne connaît pas toutes les subtilités des addition-soustraction du capitalisme ! Il est vrai que dans l'histoire, avec la privatisation d'EDF, l'important est de vendre le plus d'électricité...⁸

L'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) évalue à 600 milliards le coût de ce plan de rénovation d'ici 2050⁹. Qui va payer ? En Allemagne, ce sont les ménages qui paient et s'endettent même si les pouvoirs publics aident en mobilisant des crédits à taux préférentiel ce qui a permis de rénover 200 000 logements en 3 ans¹⁰. Mais cette solution n'est viable que dans le cas de familles aisées qui peuvent se le permettre, comment feront toutes les autres ? En France, les différents dispositifs de prêts aux particuliers s'avèrent inefficaces car trop peu rentables pour être soutenus par la finance. Seuls quelques banques mutualistes telle la Banque Populaire, grâce à des fonds ali-

mentés par des épargnants sensibles à la cause écologique, proposent des crédits à taux attractifs (offre Codever-Préver), mais cela reste marginal¹¹. D'autre part, les deux milliards initialement prévus dans le plan de relance consacrés aux économies d'énergie dans le bâtiment viennent d'être réduits à 500 millions¹². Au final, la solution est toute trouvée : la loi est votée pour faire supporter la moitié du coût des travaux de rénovation aux locataires, les propriétaires payant le reste.¹³

Les réponses ne sont pas à la hauteur, tout comme la construction de nouveaux logements, qui ne répond même pas à la demande de base, et ce, hors exigence d'économies d'énergie. On en est même à vendre le parc social¹⁴ ! Pour la plupart des gens, la priorité est avant de tout de trouver un logement : engager de lourdes dépenses pour faire face aux factures de chauffage qui explosent vient en second plan, voir même se révèle impossible dans le contexte de crise et d'étranglement des salaires. Sans une intervention publique forte, l'habitat écologique risque de devenir un nouvel instrument d'injustice sociale et de clivage entre d'un côté, ceux qui auront les moyens d'avoir ce mode de vie « écologique », et le reste de la population qui s'enfoncera sous le poids des factures d'énergie de plus en plus lourdes à supporter, et qu'on ne manquera pas de culpabiliser, voir même de pousser à l'illégalité si la rénovation thermique tendait à devenir obligatoire.

Un programme de rénovation pour tous les logements, chaque fois qu'il y a changement de locataire ou de propriétaire, période propice à l'engagement de travaux, 500 000 logements concernés chaque année¹⁵, représente un montant total de 15 milliards d'euro et conduirait au respect

6. 2 statuts : les vendeurs d'énergie, les « obligés », contraints de respecter un certain nombre de CEE au prorata de la quantité d'énergie vendue. Elle peuvent obtenir des certificats si elle prouvent qu'elles ont réussi à faire baisser la consommation de leurs clients (et oui on ne dit plus usagers...) par des actions de sensibilisation. Les principales concernées : EDF et GDF SUEZ. Si elles ne font rien, elle peuvent payer l'amende ou acheter des certificats auprès d'autres entreprises qui en auraient en surplus. Mais il y a aussi les « éligibles », par exemple les collectivités territoriales qui, bien que non obligées peuvent se procurer des certificats si elles mènent des actions d'économies d'énergie. Elles peuvent donc les revendre, et par là se financer...sauf que ce marché ne décolle pas du tout, et le prix du « CEE » reste très bas. Voir rapport « Les certificats d'économie d'énergie, bilan et perspectives » de l'ADEME, 18 pages.

7. Les tarifs passent de 0,60 à 0,45 euro le Kwh au 1er janvier 2010.

8. Voir pages 20-21, le rapport parlementaire sur « La performance énergétique des bâtiments : comment moduler la règle pour mieux atteindre les objectifs ? » 83 pages.

9. D'autres rapports avancent le montant de 400 milliards d'euros. En réalité, si on considère une base de 200? par m² pour le cout moyen de la rénovation, c'est la totalité en surface du bâtiment résidentiel et tertiaire qui serait inclus dans les 600 milliards de l'ADEME.

10. Par l'intermédiaire de la KfW, l'équivalent de la CDC en France, qui a mobilisé 7 milliards de crédit en 3 ans. Pour plus de détails sur le disposi-

tif allemand : « Comparaison internationale bâtiment et énergie », ADEME, page 20.

11. D'autres offres existent comme Oseo ou Crédit Mutuel, qui proposent aussi de tels prêts.

12. Somme prévue spécifiquement pour les économies d'énergie dans le bâtiment, pour répondre au volet « développement durable » du plan Sarkozy. La rénovation de 800 000 logements sociaux les plus énergivores, étaient programmé d'ici 2020. Ce programme est supprimé puisque ces 2 milliards se sont réduits à 500 millions, de plus redéployé à l'ANAH (Agence nationale de l'habitat), pour agir sur le parc privé (essentiellement des subventions aux petits propriétaires).

13. Décret n° 2009-1439 du 23 novembre 2009.

14. Depuis 2007, le ministère du Logement a disparu pour être remplacé par un secrétariat d'État à l'intérieur du ministère du Développement durable. Le budget Ville et Logement a également baissé de 200 millions depuis 2007.

15. C'est le nombre de logements qui changent de propriétaires ou de locataires chaque année. Beaucoup de rapports et experts préconisent une loi qui imposerait ou inciterait à la rénovation pendant cette période. Le gouvernement étudie la possibilité d'un « bonus vert » par une baisse de la fiscalité (une de plus !) lors de la transaction pour valoriser les logements à basses consommations, et donc inciter à des travaux avant la vente.



BÂTIMENT... (suite)

des engagements pour 2050. 15 Md d'euros par an, ce n'est pas une charge pour la collectivité, mais un investissement social, un projet industriel et une occasion de faire réaliser des économies à la France.

Investissement social, car à l'heure où 3 millions de personnes sont dans une « précarité énergétique », et avec la montée des prix des hydrocarbures, il devient urgent de baisser les factures de chauffage. Projet industriel, car c'est 150 000 emplois pérennes pendant 40 ans qui sont en jeu¹⁶, avec bien sûr la nécessité d'engager, sans attendre, un plan de formation pour d'ici quelques années disposer de professionnels de la rénovation thermique, qui pourraient assurer la maîtrise d'œuvre des centaines de milliers de chantiers qui seront engagés chaque année¹⁷. Cela engage toute l'industrie des systèmes de chauffage (production de pompes à chaleurs, chaudières à condensation, chauffe eau solaire...¹⁸ et matériaux isolants performants). Cela nécessite bien sûr de s'appuyer sur les organismes existant, comme le CSTB, ou le PREBAT¹⁹, pour continuer les efforts de recherche dans ces domaines et assurer la qualité des nouvelles installations. C'est aussi faire réaliser des économies à la France, car au delà du coût social que représente le chômage et son manque à gagner pour le financement de la Sécurité sociale, on oublie aussi que les économies d'énergie sont la source d'énergie la moins chère qui existe! Pour

1 euro investi dans l'isolation, c'est 2 euro, dans l'hypothèse la plus défavorable, qui sont économisés dans la production d'énergie²⁰. Enfin, c'est aussi un moyen de réorienter les masses énormes d'argent consacrées à l'achat d'hydrocarbure, faiblement créateur d'emploi, vers une économie respectueuse de l'environnement. Dès 2030, la baisse de la facture énergétique autofinancera le plan²¹ (15 milliards d'économies chaque année).

Cela donne la plus grande pertinence à un pôle public financier, regroupant de grandes banques nationalisées, qui permettront de lever du crédit à taux zéro, par la création monétaire, qui ici serait un choix politique d'anticipation de richesses et d'économies à venir réelles. Crédit qui serait alors proposés aux propriétaires (privé comme institutionnel), qui par le jeu du taux à zéro et par la baisse de la facture de chauffage, seront en mesure de rembourser. Cependant, il faudra malgré tout prévoir une aide supplémentaire de l'État, partiel ou pour la totalité du montant des travaux²² (cas du logement social ou des petits propriétaires précaires énergétiques) sous conditions de ressources, pour que tout le monde puisse vivre dans un logement décent et économe en énergie. Ce programme appelle un calendrier, un dispositif réglementaire clair pour répondre à toutes les situations²³ (copropriétés, maisons individuelles, logements social...), et surtout une valorisation

16. C'est une estimation basse, en considérant qu'en moyenne le chiffre d'affaire d'un salarié du bâtiment est de 100 000 euros annuel. Si on compare avec les 45 000 emplois créés, selon le gouvernement cette année, et ce avec seulement 50000 chantiers de rénovation revendiqués, cela donnerait 450 000 emplois au lieu de 150 000... la réalité devrait se situer entre les deux (200 000, 250 000).

17. En Belgique, des « améliorateurs du bâtiment », ayant une vision globale thermique des bâtiments, assurent la maîtrise d'œuvre de ces chantiers de rénovation. Cette qualification est encore peu développée en France où domine une vision parcellaire du bâtiment : or il est nécessaire d'agir sur les 3 aspects: production de chaleur, enveloppe et ventilation. Autre problème spécifique à la France : les architectes ne disposent pas de compétences en ingénierie dans leur formation. Plus généralement en Belgique comme en Allemagne, les bureaux d'étude en thermique du bâtiment sont beaucoup plus nombreux et développés qu'en France.

18. Recherche pour augmenter les rendements des pompes à chaleur, du solaire, des chaudières à condensation... Même si ces technologies existent déjà et peuvent être appliquées à l'échelle d'un pays. On notera que le solaire thermique (à distinguer du photovoltaïque encore trop difficile à amortir et cher), est largement utilisable: la ville de Barcelone impose, par exemple, à toute rénovation ou construction nouvelle, la mise en place d'un chauffe-eau solaire.

19. Le PREBAT (Programme de recherche sur l'énergie dans le bâtiment) et le CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment), sont deux organismes publics. De nouveaux matériaux hautement isolants sont en développement. C'est possible en agissant à l'échelle du nanomètre, d'où l'importance à donner à la recherche fondamentale qui pourrait nous faire découvrir les matériaux du futur dans le bâtiment.

20. 2 euros économisés pour le choix d'une production d'électricité au nucléaire ou thermique à gaz, 3 euros pour l'éolien et plus de 6 euros

pour le solaire. Ceci en intégrant le coût de la conception, d'exploitation, de gestion des déchets et de démantèlement des centrales électriques et en considérant une période globale de 40 ans, durée de vie d'une centrale. Pour plus de détails, voir rapport sur « Coût de référence de la production énergétique » 2003, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

21. Sur la base des prix des hydrocarbures importés en 2006 (qui ont bien augmenté depuis, on se place donc dans une hypothèse très défavorable), voir rapport Direction générale de l'Énergie et des Matières premières, Observatoire de l'Énergie « Facture énergétique de la France en 2007 ». Le calcul s'est fait sur le prix du gaz, source d'énergie la moins chère, donc la plus difficilement amortissable, et en considérant que les prix n'augmenteront pas... on est encore une fois dans le scénario le plus défavorable.

22. Beaucoup de ces propriétaires sont de simples salariés qui croulent sous les crédits pour l'achat de leur pavillon, achat dicté par la peur de l'avenir, avec une retraite incertaine. Ils subissent une forme de triple peine : 1) éloignés des centres villes car trop cher, donc temps de transport long, 2) ils sont obligés d'utiliser leur voiture, et subissent fortement la flambée des prix du pétrole, 3) en milieu rural, pas de réseau de gaz, d'où chauffage au fioul et très dépendant du prix du pétrole.

23. Calendrier: quelques années seront nécessaires pour préparer la profession à une telle révolution dans la pratique de la rénovation thermique. D'autre part, la multiplicité des situations, notamment le problème de la décision d'engager des travaux dans le cas de co-propriété, est délicate, mais pas insurmontable. Seul une vraie impulsion de l'État pourra provoquer la décision d'engager des travaux importants chez les propriétaires privés. L'État peut être exemplaire et moteur, avec la rénovation de son parc de logement social et la construction de nouveaux logements BBC.



BÂTIMENT... (suite)

de la formation initiale et professionnelle en arrêtant les suppressions de postes dans l'éducation nationale en génie civil par exemple. Cela relance l'idée d'une véritable sécurité sociale professionnelle qui permette d'alterner les temps d'emploi et les périodes de formation aux nouveaux métiers de rénovation thermique du bâtiment, dont auront besoin les milliers d'artisans, ouvriers, techniciens, ingénieurs et architectes.

La région est le niveau le plus pertinent pour l'évaluation des besoins et le déploiement d'un tel programme national. Mais sans attendre celui-ci, on pourrait déjà agir à travers les fonds régionaux que nous proposons, ces fonds étant uniquement destinés à rembourser les intérêts des emprunts qui, par effet de levier, permettrait de mobiliser des sommes d'argent considérables auprès des banques. Ces crédits seraient alors proposés à taux zéro aux entreprises de la rénovation thermique sous conditions d'embauches, d'investissements et de politique de formation. D'autre part, en plus des constructions neuves aux normes basse consommation, on pourrait agir très vite sur le parc de logement social en IDF et, parmi eux, plus particulièrement les 100 000 logements « passoires thermiques » à rénover.

Pour une réflexion plus large, il faudrait aussi parler de l'« énergie grise », celle qui est nécessaire à la construction des bâtiments, qui peut représenter jusqu'à 20% de la consommation sur toute la durée de vie de l'ouvrage !

L'impact de l'industrie cimentière, très énergivore, pourrait être diminué considérablement si la filière bois dans la construction était revalorisée, ainsi que la construction en terre crue, ce qui appelle à un changement culturel vis à vis de ces « archéo » matériaux injustement dévalorisés dans l'inconscient collectif.

Et, bien sûr, il faudrait intégrer ces propositions à une politique de l'urbanisme qui limite les déplacements polluants: en effet, il ne servira à rien de construire des maisons économes si, du fait de l'étalement urbain et du défaut de moyens de transport en commun, le déplacement en voiture domine.

Chacun de ces points mériteraient de plus amples développements et aujourd'hui il est nécessaire de sortir du débat habituel sur l'énergie qui se résume trop souvent à la seule question du logement neuf, des transports et à une problématique de production nouvelle d'énergie.

À LIRE, À VOIR, À ÉCOUTER

L'économie circulaire : l'urgence écologique ?

Jean-Claude Lévy

Éditeur : Presses de l'école nationale des
Ponts et Chaussées (ENPC) - 2010

TOTAL(e) impunité

Jean-Philippe Demont-Piérot

Éditeur : Respublica - 2010

L'après-pétrole a commencé

Serge Enderlin

Le Seuil - 2009

et aussi

SUR LE WEB

Nourrir la planète

Olivier de Schutter

rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation à l'ONU

http://sites.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre_a_terre/index.php?emission_id=40

AU CINÉ

Océans

Film documentaire de Jacques Perrin et Jacques Cluzaud



À PROPOS D'ÉCO-PRODUCTION

Roland Charlionet

Le fiasco des négociations sur le climat à Copenhague discrédite largement les dirigeants des pays inféodés au système capitaliste et remet en cause les fondements du capitalisme. Cela offre au parti révolutionnaire que nous sommes l'opportunité d'ouvrir de véritables perspectives de développement harmonieux pour une humanité respectueuse des êtres humains et de leur environnement. À condition que nos analyses et propositions soient bien étudiées et répondent aux nécessités du moment. C'est sans doute le cas pour l'énergie : ce que nous proposons actuellement est tout à fait innovant, réfléchi et parfaitement adaptées aux problèmes d'aujourd'hui (<http://www.pcf.fr/spip.php?article4263>). Par contre, il me semble que le problème de la finitude de la Terre et de ses ressources forcément limitées n'est pas traité de manière convaincante. Il s'agit d'expliquer, en termes compréhensibles, comment faire pour ne pas épuiser la planète.

La question fondamentale est : allons-nous continuer à produire, selon le mode capitaliste, en épuisant les ressources d'un côté et en accumulant de l'autre les déchets ? Ou allons-nous organiser notre production de manière à la rapprocher du fonctionnement quasi cyclique des écosystèmes naturels ? Cette deuxième option n'est pas totalement inconnue. Elle porte plusieurs noms : **économie circulaire** selon l'appellation sino-japonaise, **écologie industrielle** dans nos sociétés occidentales (voir par exemple le livre de Suren Erkman: *Vers une écologie industrielle*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2004, ou sur le site du Centre de recherches et d'études interdisciplinaires sur le développement durable de l'université technologique de Troie : <http://creidd.utt.fr/fr/index.html>). Personnellement, je préfère l'expression **éco-production** car elle met l'accent sur l'essentiel, le mode de production. L'éco-production consiste donc à mettre en œuvre une double stratégie productive. Tout d'abord, s'inspirer directement des leçons de la nature en organisant le bouclage des cycles de matière : soit par l'utilisation des coproduits, sous-produits et déchets d'un type de production par d'autres productions (c'est-à-dire d'une industrie par une autre), soit par la réutilisation du produit (éventuellement après l'avoir remanufacturé), soit enfin par le démantèlement du produit en fin d'usage et le recyclage des éléments qui le composent. Ensuite, réduire le plus possible la quantité de matière et d'énergie (décarbonisée, bien sur) par unité de biens produits au final, de manière à minimiser l'impact sur l'environnement. L'éco-production commence par l'identification des flux de matière qui ont un impact environnemental significatif (on parle alors de l'étude du métabolisme des différents secteurs d'activité), afin de dégager des synergies entre les différents secteurs. Elle doit être incorporée à la production dès la conception du produit à réaliser. Elle doit intervenir à tous les niveaux de la société afin que les démarches, telles que la réutilisation et le recyclage au sein d'une communauté d'acteurs (travailleurs, consommateurs, collectivité territoriale, fournisseurs, distributeurs...), soient intégrées dans l'ensemble du système économique. Elle doit impliquer un grand nombre de structures et différents types

d'organisations telles que les instituts ou centres de recherche, les universités, les groupements ou associations d'entreprises, les organismes d'État, régionaux ou consulaires pour le développement économique... L'éco-production porte en elle un développement renouvelé de l'humanité !

Nous vivons actuellement une période de crise. Mais ce n'est pas la première. Par exemple, l'humanité en a traversé une très grave à la fin du paléolithique. Les êtres humains, en position de prédateurs complètement immergés dans la nature (chasseur, pêcheur, cueilleur), devenaient trop nombreux pour réussir à subvenir à leur besoins. Dans ces conditions, la surexploitation des ressources naturelles devait entraîner des conflits continus pour la conquête de nouveaux territoires nourriciers. C'est alors qu'advint la révolution néolithique et c'est au cours de cette période que le statut de l'homme a progressivement évolué de celui de prédateur vers celui de producteur (agriculteur, éleveur). Le passage de la cueillette à la culture implique un mode de pensée radicalement différent et demande des connaissances précises, obtenues par l'observation attentive et l'analyse minutieuse de faits naturels: sélection des graines, semailles à date précise, transformation des terrains en champ, assolement, fumure, irrigation, stockage (grenier-silos, poterie), cuisine. L'apparition de l'élevage implique que l'homme sache agir sur la reproduction et la domestication d'animaux spécifiques. Le mode de vie change. Les rapports sociaux se modifient. La sédentarisation se généralise car la terre peut nourrir cent fois – voire même mille fois – plus de population que le système précédent. Le regroupement en village devient peu à peu la règle. Grâce à l'élevage et à l'agriculture, le temps libéré peut être consacré à l'invention de nouveaux outils plus précis et plus efficaces dans les domaines de la céramique, du textile et de la vannerie. Il en résulte également une explosion démographique et une spécialisation de l'artisanat qui engendre des échanges se faisant parfois à très longues distances, etc. On connaît la suite de l'histoire. Les sociétés se hiérarchisent et le mouvement s'accélère avec l'apparition de la ville, de l'État, de l'écriture, des grandes religions poly, puis monothéistes. La métallurgie prend un essor important et des armées de masse sont organisées... Avec la rupture du néolithique, la vie des êtres humains a été complètement transformée : ils ne sont plus simplement immergés dans la nature, car sur bien des points, en devenant producteurs au lieu d'être simples prédateurs comme les autres animaux, ils la dominent. Et cela leur confère bien entendu une responsabilité toute particulière.

Quelques milliers d'année plus tard, le mode de production, qui s'est linéarisé notamment dans ses développements capitalistes actuels, atteint ses limites : la surexploitation de la nature, que l'on constate à nouveau, va nous obliger à le modifier radicalement. C'est une **économie circulaire** (autrement dit, une **éco-production**) qu'il nous faut initier maintenant.

Alors cette perspective, on l'ouvre ?